

devient urgente pour le cultivateur de l'Ouest et je suppose, pour celui de l'Est aussi. Le député pourrait-il me dire quand l'on présentera le rapport et si l'on a l'intention de lui donner suite par une stabilisation des prix des machines agricoles, et ainsi de suite.

M. Walker: Monsieur le président, je croyais avoir répondu à cette question. J'y réponds une seconde fois. La préparation du rapport de la Commission est assez avancée et elle sera probablement terminée, traduction comprise, en juin 1969.

(Le crédit est adopté.)

17. Dépenses du Conseil des sciences du Canada, \$377,900.

M. Aiken: Monsieur le président, je voulais parler de la politique des sciences. Mais il est presque cinq heures et je pourrais facilement en parler dans le cadre du crédit du Conseil national de recherches, qui relève du Conseil du Trésor. Pour pousser l'adoption de ces crédits, et à condition—le ministre sera d'accord, j'en suis sûr—de n'être pas trop limité quand nous atteindrons le crédit du Conseil national de recherches, j'attendrai ce moment-là pour faire mes remarques.

L'hon. M. Drury: J'en serais heureux, monsieur le président.

M. Orlikow: Monsieur le président, je voulais faire quelques remarques mais, aux mêmes conditions, je consens à laisser adopter ce crédit.

(Le crédit est adopté.)

B—Conseil économique du Canada—

20. Administration, \$1,601,000.

M. Gleave: Monsieur le président, je serais prêt à commencer mes remarques maintenant, mais est-ce que Votre Honneur veut déclarer qu'il est cinq heures?

L'hon. M. Drury: Monsieur le président, j'espérais que nous pourrions prendre les deux ou trois minutes nécessaires pour en terminer avec le chapitre du Conseil privé.

M. Gleave: M'est-il permis de continuer?

M. le vice-président (M. Richard): Est-ce entendu?

Des voix: Entendu.

[M. Yewchuk.]

M. Gleave: Le Conseil économique du Canada a fait des recommandations assez importantes au sujet de l'agriculture. J'aimerais bien savoir si l'on donnera suite aux recommandations de son dernier exposé dont nous sommes saisis. Il a été question du rapport sur les machines agricoles qui ne sera soumis qu'en 1969 mais le cinquième exposé du Conseil économique du Canada renferme des recommandations assez importantes au sujet de l'agriculture. Il déclare qu'il serait utile d'intensifier la recherche et le développement dans ce domaine. Il ajoute qu'on devrait utiliser des ordinateurs pour la gestion agricole et qu'on devrait rattacher cela à l'application du crédit aux exploitations agricoles et à son utilisation. Autant que je sache, on n'a pas donné suite à cette recommandation, par exemple dans le cadre des mesures sur le crédit agricole que nous avons examinées ces derniers jours.

Dans le rapport du Conseil économique, on recommande d'accorder une attention toute spéciale à l'éducation des jeunes des régions rurales. A Regina, en Saskatchewan, les jeunes se plaignent de ne pouvoir obtenir de prêts aux étudiants qui leur permettraient d'aller à l'université. Ce n'est pas la première fois que le Conseil économique fait cette recommandation. Il l'a déjà faite dans ses rapports antérieurs, mais on n'y a pas donné suite. Il me semble qu'après avoir payé les frais d'un Conseil économique, qu'après avoir payé les frais de fonctionnement d'un tel organisme, on devrait donner suite à ses recommandations.

• (5.00 p.m.)

Du fait même que le Conseil économique du Canada ait été institué pour enquêter sur la situation économique de la nation, nous pourrions croire que par suite de ses constatations, nous nous acheminons vers une économie planifiée et organisée, que l'économie sera orientée de façon à profiter aux gens des diverses professions qui font l'objet d'études et de discussions. Ainsi, le rapport mentionne que nous devrions enquêter sur la vente et la production de céréales. Le Conseil recommande aussi d'accroître la productivité individuelle, et le rendement. Nous voyons maintenant les résultats de ce rendement chez les producteurs de maïs qui sont venus à Ottawa et ont déclaré « nous nous sommes efforcés de donner un bon rendement et maintenant nous ne pouvons écouler avantagusement notre production ».